

L'appel de la dernière chance

Fermeture partielle de l'aciérie de Gandrange. Un plan rejeté et condamné par l'ensemble des représentants salariés européens du groupe.

Les syndicats de Gandrange appellent à la mobilisation générale ce jour à Metz. Et réclament des réponses claires de la part de Mittal et des politiciens.

De Bernard Kratz
(le républicain lorrain)

Halte au gâchis! ArcelorMittal ne peut d'un simple revers de main fermer des installations, supprimer des centaines d'emplois sans que les salariés réagissent! L'intersyndicale CFDT-CFE/CGC de Gandrange avait tout misé sur le plan Syndex avec un investissement raisonnable à la clé de 45 millions d'euros pour relancer cette aciérie si souvent chahutée et promise à la fermeture. Lakshmi Mittal n'en a pas tenu compte.

«Notre plan est le meilleur pour Gandrange», répètent les responsables des aciers longs. Il a certes atténué légèrement l'ampleur de la restructuration.

Quelque 575 emplois contre les 595 initialement prévus seront supprimés et reclassés. Mais cette mansuétude n'est pas du goût des salariés qui sont appelés aujourd'hui à venir exprimer leur désarroi en manifestant aux portes de la préfecture de Metz à 15 h.

Une politisation contestée

Un choix qui n'a rien d'anodin. En appelant ses troupes à défendre l'emploi de Gandrange auprès du représentant de l'État, l'intersyndicale à laquelle se joindra la CGT, s'adresse au gouvernement et plus particulièrement à Nicolas Sarkozy. Le président de la République avait fortement politisé le dossier en venant dans l'usine le 4 février dernier, apporter son soutien aux salariés et même davantage, leur promettant de revenir avec une solution.

«Mittal Steel mesure l'importance que la Lorraine attache à l'industrie sidérurgique. "Aucune suppression d'emploi n'aura lieu en Lorraine", avait dit Lakshmi Mittal en juin 2006 lors de sa venue dans la région», rappelle Jean-Marc Todeschini, le sénateur qui, au nom des parlementaires et élus socialistes, s'associe aux salariés «pour réclamer un moratoire afin de stopper le démantèlement de l'usine de Gandrange».

Jean-Pierre Masseret, président du conseil régional ne dit pas autre chose en soulignant que le président

de la République est venu à Gandrange. «Je ne peux pas imaginer qu'il ne fasse pas tout pour pousser Mittal à reconsidérer sa position».

François Grosdidier, député et président de l'UMP Moselle regrette lui-aussi «la volonté persistante de Mit-

tal de ne plus poursuivre l'activité de l'aciérie électrique et du TAB» mais il trouve «dérisoire la politisation à l'outrance du dossier de Gandrange par élus du PS de la Moselle, et plus encore sa personnalisation sur Nicolas Sarkozy».

Il confirme qu'un troisième

contact entre le président de la République et Lakshmi Mittal est imminent.

En attendant, les syndicats européens du groupe ArcelorMittal ont condamné hier à Luxembourg «la décision de la direction qui est un non-sens industriel et social».

Les plans qui se trament derrière Gandrange

La France a bien l'intention de discuter avec Mittal mais pas de Gandrange. Paris a d'autres projets.

La direction de Gandrange va confirmer demain au comité d'entreprise le plan de Lakshmi Mittal, la restructuration partielle du site avec le seul maintien du LCB et de 300 emplois. Il ne faut pas attendre d'intervention présidentielle d'ici là. Nicolas Sarkozy est en Roumanie. S'il doit s'entretenir avec Lakshmi Mittal ce sera après le 4 avril.

En fait le gouvernement mettrait la pression sur le magnat de l'acier pour chercher des compensations au plan de fermeture partielle de l'aciérie et trouver un compromis afin de sortir la tête haute de cette situation. On serait déjà dans l'après-Gandrange. En invitant Lakshmi Mittal à maintenir son effort pour la sidérurgie lorraine... destiné non plus aux aciers longs, mais aux aciers plats de Florange. À Paris on souhaiterait qu'il investisse pour pérenniser le site de

Florange et en premier lieu les hauts fourneaux de Patural à Hayange qui ont déjà été prolongés jusqu'en 2012.

Plus ambitieux, Paris verrait bien Mittal investir dans un haut fourneau de la nouvelle génération avec une station de captage-stockage et séquestration de CO₂, dont une version expérimentale soutenue par Bruxelles doit bien voir le jour au sein du groupe ArcelorMittal... mais à Eisenüttenstadt, en Allemagne. On rappelle à ce propos l'effort du géant mondial à Liège où il a rallumé un haut fourneau avec le soutien de la région wallonne qui est allée jusqu'à acquérir des quotas d'émissions de CO₂ pour faciliter la relance de l'installation.

Bernard Kratz
(le républicain lorrain)